

Informations

COTISATIONS		
VERSEMENT DES COTISATIONS	Délai	Cotisations sur salaires : dans les 5 premiers jours du mois suivant celui auxquelles elles se rapportent (article 45 du décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990).
	Retard	Majoration de 5 % des cotisations non acquittées à la date limite d'exigibilité indiquée ci-dessus, augmentée de 0,20 % par mois ou fraction de mois (article R.243-18 du code de la sécurité sociale).
RÈGLES D'ASSIETTE SUR SALAIRES	<p>Assiette des salaires : salaires bruts, y compris gratifications, primes, rappels et avantages de toute nature, sans réserve.</p> <p>Assiette minimale : salaire minimum prévu par la convention collective (majorations points formation) pour la catégorie considérée. Jamais inférieur au SMIC.</p> <p>Administrateurs et suppléants : coefficient minimum 270.</p> <p>Indemnités journalières : de la masse des salaires du mois, vous pouvez déduire les indemnités journalières reçues au cours de ce mois ou non encore déduites.</p> <p>Indemnités complémentaires AXA : soumises à cotisations (article R.242-1 du code de la Sécurité sociale).</p>	
SANCTIONS ADMINISTRATIVES	Pour défaut de production de ce document ou retard dans son envoi : pénalité de 1,5 plafond mensuel de Sécurité sociale par salarié par mois ou fraction de mois de retard (art. 44 du décret n° 90-1215 du 20 décembre 1990, R.133-14 et R.243-16 du code de la sécurité sociale).	
SANCTIONS PÉNALES	Sont applicables en cas de non-versement des cotisations dues, de rétention indue de la contribution des salariés aux assurances sociales, de non-production ou de production tardive des déclarations (<i>articles L.244-1 à L.244-14 et R.244-1 et suivants du code de la Sécurité sociale</i>).	

MOUVEMENTS DE PERSONNEL	
DÉCLARATION D'AFFILIATION	Article 6 du décret n° 90-1215 du 20/12/1990 relatif à la Caisse : « La déclaration d'embauche du cleric ou de l'employé est obligatoirement adressée par l'employeur à la CRPCEN dans les huit jours suivant l'embauche. »
SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES	En cas de non respect des dispositions réglementaires en la matière, sont applicables les sanctions prévues aux articles L.244-1 à L.244-8 du code de la Sécurité sociale.

Les informations recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé par la CRPCEN pour une exploitation informatique en interne.

Elles sont conservées pendant une durée de 5 ans et sont destinées aux services habilités de la CRPCEN.

Conformément à la loi « informatique et libertés », vous pouvez exercer votre droit d'accès aux données vous concernant et les faire rectifier en adressant une demande au siège de la CRPCEN.